DIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOC
ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DE
DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMEN
TIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE M
MOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS M
DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS
MENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUI
MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES
MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE
DIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOC
ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DE
DES EUTIDNATS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMEN
QUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUV
CRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE
DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS
MENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUI
MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES
MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE
DIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOC
ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DE
DES ETUDIANTS MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DE
DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMEN
QUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUV
CRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE
DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT
DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT
DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT b u l l e t i n
DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT numéro 2 mai 196o
DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT
DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT
DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT
DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT
DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS
VEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ET
VEMENT MDE DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DE
MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS MDE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE

Nous vous prions de bien vouloir excuser certaines imperfections et erreurs de copie qui n'ont pas échappé à notre attention mais auxquelles il était difficile, dans nos conditions de publication, de remédier.

Un premier bulletin du Mouvement démocratique des étudiants, paru en février 1960, dénonçait l'irresponsabilité et l'inconscience de ceux qui se déclarent apolitiques, et abordait d'autre part divers problèmes touchant les étudiants, tels que relations culturelles est-ouest, l'augmentation pour les étrangers des finances de cours à l'Epul, et la hausse des loyers.

En outre, au cours du semestre d'hiver, le MDE a organisé 3 conférences : "PSychologie de l'antisémitisme", "L'idéologie fasciste", et "Le Kamerun à l'heure de l'indépendance".

Ce No 2 énonce les positions de base du MDE et donne un résumé de la conférence de Mahop Maha sur le Kamerun, une bibliographie d'ouvrages importants parus récemment, dont deux sont présentés en détail.

Position du MDE

Le Mouvement démocratique des étudiants s'efforce de grouper les étudiants de gauche. Il n'est l'émanation ni d'un parti, ni d'une organisation politique, quelle qu'elle soit. Toutes les tendances de la gauche peuvent y coexister, s'y confronter, sans monopole idéologique d'aucune sorte. Sans cacher les divergences qui peuvent les séparer, les membres du MDE mettent en avant les principes et les objectifs qui les unissent. Rassembler les étudiants de gauche, confronter leurs opinions, proposer des solutions yux problèmes qui les préoccupent, telles sont les raisons d'être du MDE.

Le MDE entend également susciter chez les étudiants un intérêt véritable pour les problèmes fondamentaux qui se posent en Suisse et dans le monde, à savoir,

sur le plan national :

1. la revalorisation de la notion et de l'application de la neutralité par une politique active au service de la coexistence.
2. la refonte de la structure fédéraliste du pays, par la centralisation dans les domaines économique, politique et social, en vue d'un approfondissement de la démocratie, sans pour autant négliger certaines traditions ou particularités régionales.
3. l'amélioration de la situation matérielle du monde du travail, son émancipation sociale, par la articipation à la gestion économique du pays, l'accès aux études supérieures et à la culture, ceci quelle que soit l'appartenance nationale de ceux qui contribuent au développement économique du pays.
4. la création d'une véritable sécurité sociale.
5. l'émancipation politique, économique et sociale complète de la femme.

6. la séparation de l'Eglise et de l'Etat.
7. la réduction massive des dépenses militaires.

La solution de ces problèmes implique un profond renouveau démocratique du pays.

La démocratisation de l'enseignement est l'une des conditions de ce renouveau. Aussi le MDE soutient-il toutes les initiatives visant à donner une solution, même partielle, à ce problème, sans perdre de vue qu'il ne pourra être résolu de manière satisfaisante que sur le plan fédéral. A cet effet, la transformation de l'UNES en un véritable syndicat étudiant s'avère indispensable. Pour sa part, le MDE soutiendra sur le plan de l'AGE les tendances syndicalistes contre les tendances corporatives.

<u>sur le plan international</u> :
1. la coexistence pacifique de tous les peuples, qui est la seule façon raisonnable d'envisager leurs relations.
2. la libération complète, l'émancipation et le développement des pays colonisés ou ex-colonisés et la disparition de toute forme de racisme, sans quoi il ne saurait y avoir de véritable coexistence pacifique.
3. l'arrêt des expériences nucléaires et le désarmement général.

Dans ce but, le MDE cherche à rassembler et à présenter une information objective sur tous les pays. Il soutient tous les efforts tendant à l'établissement de contacts entre les pays de systèmes économiques, de culture et de civilisation différents. Par conséquent, il nouera toutes les relations qu'il jugera utile avec les mouvements d'étudiants et de jeunesse qui, en Suisse et dans le monde, obéissent à ces principes, et soutiendra toutes

les forces qui, au sein du mouvement étudiant suisse, voudraient que l'UNES déploie inlassablement ses efforts pour la reconstitution du monde étudiant et établisse des contacts réguliers avec les Unions représentatives d'étudiants de tous les pays, sans aucune discrimination.

* * *

Les positions politiques du MDE engagent également son attitude en face du problème de la culture.

La culture ne peut être un jeu gratuit sans prise aucune sur notre réalité. Elle ne peut plus être le privilège d'une classe ou d'une élite restreinte, pas plus que l'apanage exclusif de quelques pays. Elle doit au contraire refléter notre réalité et nous aider à découvrir ce que cette dernière cache d'inacceptable. Elle est donc un instrument de transformation de notre monde, le remettant sans cesse en question et le rattachant plus solidement à la destinée individuelle de l'homme. Le MDE va donc s'efforcer de saisir la réalité qu'il a sous les yeux et lui donner sa vraie place dans l'universalité de la culture. Il désire soutenir toutes les entreprises tendant à faire de la culture la "chose" de chacun (théâtre populaire par exemple). Il entend également marquer son intérêt pour toutes les cultures, si diverses et peu connues soient-elles, condamnant par là toutes les formes du colonialisme, destructeur de culture, toutes les aberrations des particularismes, soulignant ainsi le rapport étroit existant entre la politique et la culture.

* * * * * * * * * * * *

Renouveau démocratique

Il y a un siècle, la Suisse était à la tête des pays européens dans la lutte pour la démocratie. C'est elle qui, la première, en 1847, jeta bas le pouvoir de la réaction, donnant ainsi le signal de la révolution démocratique qui allait secouer l'Europe entière. Le peuple participait à la vie publique du pays, la politique était son bien, et il le savait. La démocratie directe - exemple alors unique en Europe - lui permettait d'intervenir sans intermédiaires dans les affaires les plus importantes de l'Etat.

Chacun peut aujourd'hui constater que le peuple manifeste une solide indifférence à l'égard de la politique. Il n'est que de regarder le pourcentage des votants aux différentes votations et élections pour s'en convaincre. Si l'on considère que l'élection du Conseil national, n'attire que le 50 % env. des électeurs inscrits, que les femmes, plus nombreuses que les hommes, ne votent pas, que les partis les plus forts représentent environ le 30 % des votants, on en arrive à cette conclusion que les groupes parlementaires les plus nombreux - ceux qui déterminent la politique du pays, - expriment, quand il ne la trahissent pas, la volonté de 7,5 % env. de la population '. C'est dire que les représentants du peuple ne représentent, dans les conditions actuelles, qu'une infime minorité de ce peuple.

Si nous relevons ce fait, ce n'est pas pour verser des larmes de crocodile sur "la perte de sens civique" du peuple suisse, ce n'est pas non plus pour nous réjouir d'une indifférence qui traduirait l'état de félicité où il serait parvenu, et c'est encore moins pour faire le procès de la démocratie. C'est au contraire pour poser, avec toute la franchise nécessaire un diagnostique à propos d'une maladie qui

risque de gangrener peu à peu toute la société suisse et proposer des remèdes, que nous voyons, quant à nous, dans un renouveau et un approfondissement de la démocratie.

Nous pensons que l'indifférence politique des Suisses traduit un sentiment d'impuissance face aux décisions à prendre plus qu'un état d'euphorie généralisée (qui pourrait prétendre qu'il n'y a pas, en Suisse, de problèmes ?), sentiment d'impuissance qui vient moins de ce que les autorités élues ne sont pas réellement représentatives du peuple, que du fait que la réalité du pouvoir échappe de plus en plus à ces autorités - et à fortiori au peuple - pour se concentrer entre les mains des banques, trusts et cartels, et de leurs représentants qui sont à même d'imposer leur volonté au Conseil fédéral et aux chambres, et dont les conflits internes animent de temps à autre les débats parlementaires, sans que le peuple y ait réellement part.

Si les autorités représentatives sont de moins en moins représentatives, la démocratie directe devient de moins en moins directe : les décisions les plus importantes (défense nationale, adhésion de la Suisse à l'Association européenne de libre échange), sont soustraites à l'expression de la volonté populaire, à laquelle on jette en pâture des questions d'intérêt mineur, telles que le problème de l'eau d'Ems, ou celui de l'augmentation de 2 à 5 francs de la mise dans les casinos.

Faut-il rappeller aussi que dans un pays où le 3 % seulement est issu de la classe ouvrière et de la paysannerie qui constituent cependant plus du 50 % de la population active l'enseignement est loin d'être démocratique ? Faut-il dire aussi que l'accès aux études est actuellement réservé à une minorité ?

Le MDE, persuadé que rien n'est jamais octroyé, mais que tout s'acquière par la lutte, agira en vue d'un renouveau démocratique profond sur le terrain qu'est le sien, dans les hautes écoles, et en s'alliant, sans ostracisme, avec toutes les forces qui, dans le pays, poursuivent des objectifs semblables aux siens.

* * * * * * * * * * * *

Compte-rendu de la conférence faite à Lausanne le 2 mars 1960 par notre ami Otto Mahop Maha, membre du comité exécutif de l'Union nationale des étudiants kamerunais (UNEK).

Le Kamerun à l'heure de l'indépendance

La question à laquelle le conférencier va répondre est celle-ci : "Pourquoi vaut-il encore la peine, après le 1er janvier 1960, d'organiser une causerie sur un pays dont la situation politique est devenue une question purement interne ? Pourquoi l'enthousiasme qu'on rencontre généralement dans la plupart des jeunes états est-il inexistant au Kamerun ? Pourquoi ce déchirement entre citoyens d'un pays qui se doit de ne gaspiller ni personnes ni biens ?"

Mahop rappelle le protectorat allemand, et, dès la fin de la première guerre mondiale, le partage du territoire réalisé selon une logique coloniale incompréhensible entre français et britanniques. A la fin de la 2e guerre, le Kamerun devient pupille des Nations unies. Cela ne restreint pas, bien au contraire, la dureté de l'administration française et

de l'exploitation coloniale. En 1945, une première grève éclate à Douala; les colonialistes en prennent prétexte pour faire mitrailler systématiquement la population.

Pourtant le mouvement d'indépendance s'organise. En juillet 1946 est fondée l'Union des populations du Cameroun (UPC), jeune mouvement dont l'histoire se confondra désormais avec celle de la libération nationale kamerunaise. Sous son égide, l'indépendance et la réunification deviendront des mots-clé. L'ONU est saisie de la question kamerunaise; mais les colonialistes français se défendent farouchement, et soumettent les dirigeants de l'UPC à des brimades inimaginables.

1955 : le gouvernement français provoque des incidents dont il prend prétexte pour faire intervenir les forces armées. La répression est brutale et semble devoir se prolonger. D'ailleurs, l'actuel gouvernement Ahidjo, issu des mêmes institutions, n'a fait tout au plus que changer de méthodes.

Pou avant les élections de décembre 1956, la dissolution de l'UPC est ordonnée par les dirigeants. Pourtant, les résultats en Sanaga maritime prouvèrent de façon éclatante l'attachement des masses au Mouvement et à l'homme qui l'avait créé et qui allait être assassiné peu de temps après : Ruben Um Nyobé.

Trois longues années de luttes sanglantes et d'efforts aboutissent à la session spéciale de l'ONU consacrée exclusivement aux problèmes du Kamerun (février 1959). Il aurait alors fallu que l'ONU, avant l'indépendance, organisât et contrôlât les élections générales; ce processus eut épargné bien des vies humaines. Il se trouva hélas, au sein de l'Assemblée, une majorité pour soutenir la France et ses agents deYaoundé.

Dès lors, les patriotes kamerunais se trouvaient aban-

donnés à eux-mêmes. L'amnistie promise avant la dite session ne fut jamais réalisée. Un projet de Table ronde entre les dirigeants de l'UPC et le gouvernement apparut bientôt comme un piège tendu, comme un gâteau empoisonné.

Pendant ce temps, la confusion régnait. Les prisons, remplies depuis mai 1955, voyaient affluer de nouveaux "suspects". Les enlèvements se multipliaient, la répression devenait de plus en plus aveugle. C'est dans cette misère et ce [illegible] politiques que survint le 1er janvier 1960, date de la proclamation officielle de l'indépendance. Bilan des fêtes : près de 100 morts et des blessés plus nombreux encore.

C'est à partir de cette date que les conséquences funestes de toutes les erreurs accumulées se feront le plus cruellement sentir. C'est d'abord la volonté de la France de demeurer présente au Kamerun. Dans ce dessein, le gouvernement français a tout fait pour laisser à la tête du pays des hommes à sa dévotion (et à sa solde) !.

L'assemblée législative de Yaoundé est composéd'un large 50 % d'analphabètes, désignés à la suite d'élections "à l'algérienne". Ces représentants du peuple ne sont donc que des commis de l'impérialisme; leur valeur - autant que leur représentativité - est des plus contestée .

En résumé, la situation est aujourd'hui la suivante :
1ment une insécurité sociale; depuis 1956, des patriotes tiennent le maquis face à plusieurs bataillons de paras français; le couvre-feu est imposé dans les grands centres; des laisser-passer sont nécessaires à la circulation pourtant limitée à l'intérieur du territoire.
2ment l'abolition des libertés fondamentales; aucun journal d'opposition ne peut paraître. Des lois d'exception ont été votées.
3ment une misère atroce; le chômage est monnaie courante.

Le plus clair du revenu national est concentré à entretenir les ministres et les députés. (Le Kamerun est en effet le 3e pays du monde pour ce qui concerne le salaire des ministres !) La conséquence de cet état de choses est un mécontentement général de la population.

C'est dans ce climat d'insécurité qùa été organisé le referendum du 21 février 1960. Mais comment une consultation contrôlée par l'armée française et le gouvernement auteur de la constitution, n'aurait-elle pas donné satisfaction au vouloir du maître.

L'UNEC, mouvement d'avant-garde, n'est inféodée à aucun parti politique. Mais elle se préoccupe vivement du malaise politique du Kamerun. Son objectif, qu'elle défend âprement, et souvent au prix de brimades et de vexations effarantes, est la consolidation de l'indépendance et la conquête totale de la souveraineté. Cela nécessite préalablement la tenue d'une Table ronde groupant toutes les t endances de l'opinion, loin de la prison, du couteau, du fusil et de la mitraillette. Car, disait déjà Lincoln : "On peut tromper tout le peuple une partie du temps; on peut tromper une partie du peuple tout le temps; mais on ne peut tromper tout le peuple tout le temps.".

J.-C. M.

* * * * * * * * * * * *

Psychologie de l'antisémitisme

Quelques enseignements à tirer de la conférence de Philippe Schwed du 17 février 1960 :

L'antisémitisme appartient à toutes les époques et à tous les pays. Le nazisme ne fut qu'une phase particulièrement

atroce d'une réalité éternelle.

Le problème juif n'existe pas; il n'y a en fait qu'un problème antisémitique; J.P. Sartre le remarque dans ses Réflexions sur la questions juive : "Si le juif n'existait pas, l'antisémitisme l'inventerait." .

Le concept de juif est créé par l'antisémite pour justifier par le biais d'un transfert complaisant la médiocrité de sa condition et la somme de ses échecs.

Le juif se voit accablé de défauts communément inavouables et contradictoirement de qualités dont l'antisémite est dépourvu et qu'il dévalue en les attribuant au juif.

Les remèdes à l'antisémitisme :
expurger l'ensiengment religieux chrétien de ses préjugés contre le peuple élu.
expurger également l'enseignement laïc lorsqu'il porte la trace de tendances antisémitiques (cf dans un manuel de l'Ecole normale de Lausanne, M. Bloch mesure son tissu avec un mètre trop court).

Prendre des mesures extrêmement sévères contre les auteurs d'actes antisémitiques, encore plus rigoureuses que celles qui ont été appliquées dernièrement en Allemagne.

* * * * * * * * * * * *

Nous publierons dans chaque bulletin une bibliographie au fur et à mesure de la parution de nouveaux livres. Nous citerons cette fois :

H. Keramane	La pacification Ed. de la Cité	fr. 8,40
P. Houart	L'attitude de l'Eglise face à la guerre d'Algérie Le livre africain (Bruxelles)	fr. 8.-
F. Fanon	L'an V de la révolution algérienne Coll. "cahiers libres" (Maspéro)	nf. 6,90
Vergès, Zavrian, Courrégé	Les disparus Ed. de la Cité	
G. Suffert	Les catholiques et la gauche Coll. Cahiers libres (Maspéro)	nf 7,50
A. Philip	Pour un socialisme humaniste Coll. Tribune libre (Plon)	nf 7,50
G. Baby	Critique de base : le PC français entre le passé et l'avenir Coll. Cahiers libres (Maspéro)	nf 11.-
E. Kardlj	Les problèmes de la politique socialiste dans les campagnes NEF de Paris	nf 13,50
J. Jaurès	Les origines du socialisme allemand Coll. Les textes à l'appui (Maspéro)	nf 7,80

L. Feuerbach	Manifestes philosophiques Textes choisis (1839-45) Trad. de l'allemand par L. Althusser Ed. PUF	nf 12.-
P. Nenni	La guerre d'Espagne Coll. Cahiers libres (Maspéro)	nf 12.-
E.N. Dzélépy	L e mythe Adenauer. Coll. Cahiers politiques (Bruxelles)	nf 8,20

Ces livres sont en vente aux Editions de la Cité Métropole 10, Lausanne

* * * * * * * * * * *

"Théâtre populaire", revue trimestrielle d'information sur le théâtre

C'est la seule revue dans laquelle le théâtre a, au propre et au figuré, droit de cité. Ses animateurs dénoncent avec une implacable sévérité, le pourrissement du théâtre actuel, dans ses formes typiquement "parisiennes" s'entend. Ils veulent promouvoir en France, par les vertus d'une critique approfondie et sans indulgence, un théâtre qui soit action et non distraction, un théâtre où le monde soit révélé et expliqué à l'homme, théâtre historique ou politique. "L'art peut et doit intervenir dans l'histoire". C'est aux rédacteurs de "Théâtre populaire" que nous devons la découverte en France de Bertolt Brecht. Au sommaire du dernier numéro, un important entretien avec

Jean-Paul Sartre sur "Les séquestrés d'Altona", la publication d'une pièce de Brecht "L'importance d'être d'accord", un texte de Jacques Copeau sur le théâtre populaire, une présentation du travail de Roger Planchon au Théâtre de la Cité et enfin les chroniques habituelles sur les nouveaux spectacles.

L.G.

(Cette revue peut être consultée à la Bibliothèque cantonale de Lausanne).

* * * * * * * * * * *

Compte-rendu de La pacification de Hafid Keramane

On a beaucoup parlé ces derniers jours de la désertion de certains jeunes Français et de leur entrée dans des réseaux pro-FLN. L'audacieuse conférence de presse tenue à Paris par Francis Jeanson, lui-même chef de réseau et recherché par la police, nous fait comprendre le problème qui se trouve constamment posé aux jeunes gens en âge de faire leur service militaire et qui, par conséquent, doivent aller se battre dans une guerre qu'ils estiment injuste. La désertion est une trahison, et pourtant la lecture d'un livre comme "La pacification" de Hafid Keramane réussit à nous persuader qu'il est heureux que dans des conditions de guerre comme il en existe actuellement en Algérie, certains Français refusent de combattre.

Même, Keramane semble s'étonner qu'il ne s'en trouve pas davantage; comment une armée peut-elle être aussi unanime dans le crime ? "Dénoncés maintes fois par quelques uns de leurs camarades combien rares et naïfs,

ces braves Français moyens, dans leur immense majorité, ont vomi par tous leurs pores le racisme le plus abject ", dit-il dans son introduction. En effet, ce qu'il est bien nécessaire de remarquer au départ, c'est que l'auteur algérien est loin de penser que la guerre est injuste de toute façon. La guerre qu'un peuple entreprend pour son indépendance ne saurait l'être.
Mais il veut dire que les moyens employés par la France dans cette guerre sont gravement indignes d'elle et de l'Europe entière. Si tel n'était pas son propos, comment oserait-il accuser les jeunes Français d'être si nombreux à défendre les intérêts de leur pays ?

Le but de la "pacification" est double. D'une part Kéramane nous montre à quel point le peuple algérien, de plus en plus, veut son indépendance et se rallie finalement en entier derrière son armée de libération. Et puisqu'il veut la guerre, il ne s'attend pas à déclancher une vague de pitié pour ses malheurs : Kéramane n'écrit pas dans un but de propagande. D'autre part, il veut faire éclater le scandale des moyens employés par la France pour pacifier le pays.

Pour mieux encore faire éclater ce scandale, d'un bout à l'autre de son livre, l'auteur emploie avec une ironie amère, le langage officiel du gouvernement français. Ainsi, pour ce gouvernement, la guerre n'en est pas une, mais une action psychologique, une oeuvre de pacification. Belle pacification en vérité que celle qu'on réalise par la torture, par les représailles sur les innocents, femmes et enfants. Même ceux sur qui, il semble, on pouvait compter en France, ceux qui avaient combattu, dans l'illégalité de la résistance, la Gestapo allemande, appliquent maintenant les méthodes qu'ils avaient combattu alors. "Les exemples sont légion, du "camarade syndiqué" ayant voté communiste avant d'aller "casser du fellagha", jusqu'au chef de l'ex-France libre qui

dirige aujourd'hui le massacre, décorant et félicitant ses hommes en proportion de leurs forfaits maquillés en opérations militaires". C'est pourquoi Hafid Kéramane dénonce l'hypocrisie de ceux qui ne sont pas fidèles à eux-mêmes ou à leurs titres, en leur dédiant à chacun une des parties de son ouvrage. Ainsi la première "La gestapo française" est dédiée à Guy Mollet, élu du Front républicain pour la paix en Algérie; la seconde, intitulée "La gangrène", à Edmond Michelet, ministre français de la justice, la troisième enfin, précisément intitulée "La condition humaine", à André Malraux, ministre français de la culture.

Mais quelles sont ces injustices, quels sont ces scandales, quel est enfin ce terrorisme français ?

C'est d'abord la torture. L'auteur nous donne une véritable leçon de torture, comme il nous dit quelque part avoir appris qu'un officier était chargé d'instruire ses soldats dans ce domaine-là et de leur apprendre méthodiquement à devenir de parfaits petits tortionnaire.

Parmi ces tortures, l'électricité d'abord, une des formes de torture les plus atroces et les plus répandues, qui consiste à brancher un courant électrique sur les parties les plus sensibles des victimes qui, hélas, sont parfois aussi des femmes. C'est un moyen de torture recommandé, parce qu'il ne laisse pas de traces.

L'eau peut être aussi un moyen de torture, soit par étouffement, soit par injection, la victime est même parfois suspendue à une corde la tête en bas et, à l'aide d'une poulie, descendue jusqu'à être immergée dans la mer et/ressouvent jusqu'à totale inconscience.

La victime peut être brûlée de diverses façons, dont

la plus atroce est d'être imbibée d'essence à laquelle un officier met calmement le feu. Elle peut être mutilée à l'aide de tenailles ou d'un couteau. Elle peut surtout subir parfois les pires atteintes à la dignité et les pires brutalités de la part des soldats.

Parmi ceux qui ont été arrêtés, bien peu reviennent. Leur famille a généralement essayé d'en avoir des nouvelles, mais les divers responsables auxquels elles se sont adressées ne sont pas d'accord dans leurs réponses, et tout permet de conclure que le disparu est en mauvais état dans le fond d'une prison après avoir été torturé ou a été conduit par les soldats dans un endroit tranquille en pleine campagne où ils lui auont dit qu'il était libre et l'auront alors abattu pour "tentative d'évasion".

Mais en France également, on se livre à des arrestations arbitraires ou, ce qui est infiniment plus grave, à la torture. Ce qui se passe en France, ce mal qui d'Algérie pénètre de plus en plus la métropole et la dévore comme une lente pourriture, Hafid Keramane le décrit dans la seconde partie de son ouvrage justement intitulée "La gangrène". L'auteur peut même citer le lieu où se déroulent ces tortures, avec l'au TORISATION clandestine du gouvernement : le lieu est la rue des Saussaies en particulier (il y en a d'autres) et c'est un M. Wybot qui serait le chef des travaux, d'après le journal "Le Soir" cité par l'auteur. "Les brutalités physiques s'accompagnent de procédés d'humiliation qui sont encore plus avilissants; pour la première fois, les faits relatés se sont produits à Paris et depuis l'avènement du général de Gaulle. Ce qui ne veut pas dire - au contraire- que, précédemment, il ne s'en soit pas passé de semblables. Un très haut fonctionnaire est mis nommément en cause. Les 5 détenus ont porté plainte contre M. Wybot, directeur de la DST,

et allèguent qu'il a assisté à certaines tortures et qu'il a donné lui-même instruction de procéder aux autres. Depuis, M. Wybot a été limogé, sans que les raisons de cette mesure aient été rendues publiques." (Les 5 détenus auxquels il est fait ici allusion, sont ceux qui ont fait le récit de leur arrestation dans "La gangrène", ouvrage qui fut saisi en France sitôt après sa parution).

Les chapitres les plus bouleversants de la "Pacification" sont encore, me semble-t-il, ceux qui relatent la condition humaine des populations prises dans le réseau des opérations de guerre, celles qui sont touchées par les actions de représailles, dont les villages sont brûlés, qui doivent quitter leurs terres de force et accepter d'être parquées dans des camps de recrutement ou s'enfuir en Tunisie. Après tout, on connaît la turture par "la question" de Henri Alleg, les disparitions par "Le dossier des disparus" dressé par Me Vergès (publié dans Les Temps modernes 7/1959), la torture en France par "La gangrène", mais nous connaissons surtout les conditions de la lutte sur le théâtre des opérations par "La pacification".

Selon le même souci dont nous avons parlé plus haut de revenir au langage officiel des pays civilisés, afin de faire ressortir avec ironie la contradiction dans laquelle ils sont avec eux-mêmes, cette partie de "La pacification", s'ouvre sur un extrait de la con vention de Genève : "Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de la force armée qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, détention ou tout autre cause, seront on toutes circonstances traitées avec humanité..."; or , chaque fois que le FLN lance une action quelque part, l'armée

française riposte par des représailles épouvantablement cruelles sur les villages des environs. On y tue alors tout ce qui bouge, on viole et torture les femmes sous les yeux des habitants rassemblés, on prend des prisonniers qui seront le plus souvent torturés à mort ou fusillés.

Mais il y a un autre point de la convention de Genève qui n'est pas respecté : en introduisant la 3me et dernière partie de son livre, Keramane dit ceci :"La France a ratifié le protocole de Genève du 17 juin 1925 concernant la prohibition d'emploi, à la guerre, de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, de tout liquide, matière ou procédé analogue, et de moyens bactériologiques." Or il n'est pas rare que, pour faire sortir des rebelles des cavernes où ils se réfugient et parfois aussi la population d'un village entier, on y lance des gaz toxiques qui doivent avoir raison d'eux. Et même, il y a pire : "Le 4 mai 1957, au douar Guetna, département d'Oran, un médecin, lieutenant de l'armée française, a inoculé un virus mortel à 22 bébés (15 garçons et 7 filles) qui sont morts aussitôt après. Ainsi se poursuit la pacification...

D'où Hafid Kéramane tient-il tant de renseignements ? Il y a d'abord les ouvrages déjà mentionnés plus haut comme "La gangrène", "La question", dont il reprend des passages. A part cela, il y a surtout les communiqués du journal du FLN, El Moudjahid, il y a une foule de lettres, plaintes déposées pour torture, lettres demandant des renseignements pour un disparu. Mais l'information de Hafid Keramane n'est pas exclusivement arabe : il cite aussi des lettres de jeunes soldats français effrayés de ce qu'ils ont vu, des communiqués de presse, des reportages faits par des européens, comme ce bouleversant témoignage d'une journaliste suédoise sur la misère des algériens réfugiés sur

les frontières tunisiennes.

Hafid Keramane laisse parler les documents, il intervient à peine dans son livre. Il laisse se dégager d'eux leur infinie détresse. On pourrait croire que tant de textes se ressemblant souvent étrangement, racontant souvent les mêmes disparitions, les mêmes tortures, finissent par ne plus provoquer qu'un sentiment d'ennui. Il en va tout autrement. Cet aspect froid du bilan, cette longue litanie qui ne contient jamais aucune plainte ni aucun éclat de colère, finit par dégager une odeur fétide de mort et de désolation, et nous fait mieux comprendre notre inaction, notre indifférence devant ce massacre qui continue. Hafid Keramane ne voulait pas écrire pour réclamer notre pitié. Mais la simplicité du ton employé dans la "Pacification" nous émeut fortement.

"800'000 Algériens tués, 200'000 dans les prisons, centres militaires d'internement, centres de transit et de triage, centres d'hébergement, 1 million dans les centres de regroupement, près de 300'000 réfugiés en Tunisie et au Maroc, le reste de la population sans défense et à la merci de la soldatesque française, tel est le bilan de la pacification. Et la guerre continue."

A.C. S.

* * * * * * * * * * * *

"Le mythe Adenauer", par E.N. Dzelepy, aux "Editions politiques".

Un journaliste anglais écrivait il y a peu de temps que chaque fois qu'Adenauer avait la grippe, c'était la panique pour l'occident. On ne saurait mieux exprimer le rôle du chancelier dans la politique des puissances occidentales et particulièrement dans celle des USA.

L'auteur a entrepris dans son ouvrage de démontrer le danger que représente pour la paix l'existence de cette Allemagne d'Adenauer au centre de l'Europe. Pour ce faire, il a suivi Konrad Adenauer depuis ses débuts politiques à Cologne aussitôt la première guerre mondiale terminée, ses démêlés (pas très sérieux) avec les autorités nazies. Mais c'est dans la défaite du 3e Reich que la carrière politique du chancelier prit son essor. Dzelepy a esquissé l'histoire de cette curieuse après-guerre qui vit l'Allemagne, puissance vaincue, retrouver rapidement une place importante dans le monde. Toute la politique d'Adenauer a tendu à faire de l'Allemagne l'instrument de la politique antisoviétique en Europe; ayant pris conscience de la défaite, il a voulu rendre son pays indispensable à l'équilibre européen, se rendant parfaitement compte que les occidentaux, en misant sur lui, seraient obligés de "refaire" l'Allemagne. Cette politique est en fait la même que celle de Hitler, et Dzelepy montre qu'elle ne peut être rentable qu'à court terme. Adenauer avait été séparatiste après la première guerre mondiale, il le sera également après la seconde. Dès 1936, avec la complicité des Anglais et des Américains, il prépara l'Etat d'Allemagne de l'Ouest, qui fut définitivement créé le 7 septembre 1949. La riposte sera la proclamation de la République démocratique allemande, et le résultat la division de l'Allemagne. La deuxième étape commença et déboucha sur le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest 5 ans plus tard. La mystification est telle qu'Adenauer réussit à "confondre les intérêt de l'Allemagne de l'Ouest avec ceux de l'Occident et finalement à faire des objectifs nationaux allemands, tels qu'il les entendait, les buts des Puissances occidentales".

Tout le monde connaît le rôle qu'a joué Adenauer dans le sabotage de la détente, et Dzelepy se montre très pessimiste quant à l'avenir. Son ouvrage aurait pu con-

porter une analyse des intérêts économiques en jeu, ce qui aurait contribué à éclairer encore mieux cette période d'après-guerre et de guerre froide, à expliquer d'une manière plus approfondie la mystification du nouveau "chancelier de fer" ou du "meilleur Américain d'Europe".

A.B.

* * * * * * * * * * * * * *

Nouvelles du monde étudiant

Lors de son congrès à Lyon, le 13.4.1960, l'UNEF (Union nationale des étudiants de France) a pris position sans équivoque face au problème algérien, en votant, à la majorité de 73 % des voix la motion suivante :
"Les étudiants de France, réunis en congrès à Lyon, alors que la guerre d'Algérie est entrée dans sa sixième année :
- rappellent que ce conflit conditionne toute la vie politique, économique, morale, universitaire, et dresse un obstacle au développement de la France comme de l'Algérie;
- dénoncent à l'heure où s'opère la libération générale du continent africain, le caractère anacronique d'une guerre qui entrave le processus de colonisation dans l'ensemble des pays d'Afrique;
- rappellent leurs positions antérieures et refusent aux armes la possibilité de mettre fin au conflit algérien;
- rappellent leur attachement aux principes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et demandent que ce droit soit reconnu dans les faits au peuple algérien;
- expriment leur volonté de voir maintenir les ouvertures de paix du mois de septembre, et prises rapidement les seules mesures capables de les faire aboutir, c'est à dire les négociations avec le FLN sur les conditions d'un cessez le feu et les garanties d'application de l'autodétermination;

- expriment leur volonté de prendre toutes les mesures susceptibles de favoriser la réconciliation des étudiants français et des étudiants Algériens, préfigurant ainsi une reconciliation de la France avec la nation algérienne, quel que soit le statut politique que celle-ci choisira, et une cohabitation pacifique des communautés sur le territoire algérien;
- décident d'entreprendre l'information la plus large possible afin que tous les étudiants prennent conscience de la gravité de ces problèmes, qui engagent l'avenir de la France
- décident de soutenir et de promouvoir sur le plan national et local toute action positive de l'UNEF, des Associations générales d'étudiants, des syndicats ouvriers et universitaires pouvant nous rapprocher d'une solution du conflit."

* * * * * * * * * * * * *

Veit Harlan dans nos murs

Un cinéma de Lausanne présente "Le 3e Sexe", du metteur en scène allemand Veit Harlan. Depuis son apparition en Suisse, ce film a connu des vicissitudes diverses. A Zurich, il a été interdit après des manifestations de protestation; à Genève, il a suscité une mise au point des communautés israélites de Suisse.

A vrai dire, ce n'est pas le film lui-même - d'une parfaite médiocrité - qui a provoqué ces réactions, mais bien plutôt la personnalité de son metteur en scène; on sait en effet que Veit Harlan est l'auteur du film "Le Juif Süss", qui est sans doute un des pamphlets antisémitiques des plus violents qui aient jamais paru. Ce film, commandé par Goebbels pour attiser la haine antijuive, a été mis au pilori, comme ayant joué un rôle important dans l'incitation à un crime contre l'humanité.

Depuis la guerre, Harlan a été condamné puis réhabilité

à deux reprises par des tribunaux allemande. Il ne nous appartient pas de discuter ici si cette réhabilitation était justifiée ou non. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons que déplorer vivement le fait qu'un cinéma de notre ville présente un film d'un personnage au passé si chargé : à quand une suite au "Juif Süss".

Ph. S.

* * * * * * * * * * * *

Chessmann exécuté

Presse de mardi 3 mai : "La clameur du monde libre a été vaine : Chessmann est mort hier dans la chambre à gaz de St-Quentin. Il était 10 h 2 min. (18 h 02 heure suisse) lorsque 2 gardiens l'y accompagnèrent. Telle est dans toute sa sécheresse l'épilogue d'une lutte que Caryl Chessmann menait depuis le 3 juillet 1948, c'est à dire depuis 11 ans 10 mois et 7 jours."

L'avocat parisien Albert Naud, l'auteur de "Tu ne tueras point", a déclaré aussitôt après l'annonce de la mort de Chessmann : "Il y a dans toute cette douloureuse circonstance un élément dominant; les institutions meurent de leurs propres excès. Or, les Américains ont poussé jusqu'à l'absurde le principe du châtiment capital. Et bien, j'affirme que ce soir à 18 h, la peine de mort est morte elle aussi en même temps que Chessmann, car elle a indigné, littéralement révolté, la conscience universelle."

Le pasteur Marc Boegner ajoute : "L'exécution d'un condamné 12 ans après le jugement apparaîtra à des dizaines de millions d'hommes et de femmes comme un ASSASINAT".

Activités prévues au programme du semestre

E T U D E S U R L A G A U C H E E N S U I S S E

4 mai — Exposé de Me René Meylan, avocat, au nom de la Nouvelle gauche de Neuchâtel

11 mai — Exposé de M. André Muret, journaliste, au nom du POP

18 mai — Exposé de M. André Gavillet, professeur, au nom du parti socialiste vaudois

*

Au cours du mois de juin, nous profiterons de la venue à Lausanne du Professeur Lucien Goldmann, invité par les étudiants de la Faculté des Lettres, pour le recevoir parmi nous. En outre, nous avons pris contact avec "La fédération des étudiants d'Afique noire en France (FEANF)", qui a accepté de nous déléguer un de ses représentants, qui nous entretiendra d'un problème africain.
Enfin, M. Roger Planchon, animateur du Théâtre de la Cité, de Lyon, nous a donné son accord de principe quant à une discussion avec un public d'étudiants.

*

Comité du Mouvement démocratique des étudiants

René	S c h n o r f	lettres	(Président)
Raymond	B e r t h o u d	lettres	(Secrétaire)
Bernard	H e n r y	SSP	
Philippe	S c h w e d	lettres	
J.-Pierre	G u i g n a r d	médecine	
Sylvain	G o u j o n	archiviste	

*

Adresse du MDE Case ville 1507 Lausanne